L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 19 SEPTEMBRE 1868. Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LEREE,
PROPRIETAIRES-Gérants

NOUVELLE-ORLEANS:
SAMEDI MATIN, 19 SEPTEMBRE.

Candidatures de la Démocratie Nationale.

POUR PRESIDENT:

HORATIO SEYMOUR,
DE NEW-YORK.

POUR VICE-PRESIDENT:

FRANK P. BLAIR,
DU MISSOURI.

Electeurs pour l'Etat en général :
EX-GOUVERNEUR R. C. WICKLIFFE,
de Comté Félicien.
ISAIAH GARRETT,
de Ouachita.

Remplaçants :
JAMES P. PRESTT, de Jefferson.
JUGE J. H. LEA, d'Orléans.

Electeurs de Districts :

1er District Congressionel		A. SANSOLA.
2me "	"	H. B. READY.
3me "	"	A. S. HERRON.
4me "	"	A. DeBLANC.
5me "	"	R. B. COLEMAN

Remplaçants :

1er District Congressionel		T. P. SHERBURNE.
2me "	"	GEO. W. RACE.
3me "	"	J. S. KENNARD.
4me "	"	H. GUILLUM.
5me "	"	C. BLANCHARD.
		J. H. BRIGHAM.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par le Shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, à midi—Tous les droits, titres, &c., à la succession Bottle Stopheusen, non agrés et morcelés.

Par G. Delcambre, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs—Trois lots de terre, ensemble les bâtisses et améliorations qu'y trouvent, dans l'Etat borné par les rues Claiborne, St-Louis et Robertson et la Propriété Conférence—Un lot, rue Marais, entre D. M., et Claiborne, entre Dauphine et St-Philippe, un lot de meubles.

Par le même, au No 35 de la rue Franklin—Meubles, literie, de coupe et un lot de chaussures.

Par C. E. Gueudry & Co, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs—Un lot de terre dans le Troisième District, dans l'Etat borné par les rues Republicain, Kerlerec, Prieur et Johnson, et formant l'encoignure Kerlerec et Johnson.

Par E. Roger & Co, à leurs salles d'encan, 45, Vieille Levée—Une certaine bâtisse, soutiens et les hoquilles, et 35 cuves Cornwall.

Par Vincent & Co, à leur salle d'encan, rue de Chartres—200 lots d'habillements faits et ordinaires et 250 lots de flanelle de manufacture.

Par J. C. Kelton & Co, à leur salle d'encan rue de Camp, à 11 heures,—un assortiment général de montres et d'autres effets de colporteur. Et aussi écuries de F. Lemee, rue Gravier, éléments chevaux appareillés et de la même, bonne mu ets et roches latérières, buggies, voitures à 4.

Par G. de Pérot, au coin des rues Bienville et Dauphine, à 11 heures—Meubles, literie, &c.

Par Hall, Bisbie & Co, au No 31 de la rue du Champ—Marchandises sèches, "sellers" et chaussures, bonnetterie, vin du Rhin.

Ventes aux enchères et encanteurs chez M. Ernest Vaudry, 52 Vieille-Levée.

ATTENTION!

Le Shérif présidera aujourd'hui à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, à l'exécution de la mottié indivise de la succlette "Bottle Stopheusen."

Voir aux annonces.

Habits et Linge fait—L'attention particulière des acheteurs de la ville et de la campagne est appelée sur la grande vente aux réserve d'un magnifique stock d'habits et de linge fait, qui aura lieu ce matin, à 10 heures, rue de Chartres, No 16, par le ministère de MM. Vincent & Co. Voyez l'annonce.

Chaussures à l'encan—MM. Lyons Stern & Bros, encanteurs, vendront ce matin, à 10 heures précises, la vente sans réserve d'un assortiment de chaussures de bottes, souliers et brodequins, de confection et d'importations récentes. Ce choix se compose d'un assortiment complet dans tous les articles appartenant au commerce de ce genre. Nous invitons les marchands de la ville ou de la campagne à ne pas négliger cette occasion de bon marché.

Annonces Politiques.

Le prix d'insertion des annonces politiques est INVARIABLEMENT être acquitté d'avance dans nos bureaux.

La Soirée du 12 Septembre.

CORRESPONDANCE OFFICIELLE.

La correspondance que nous publions et des sous a été communiquée à plusieurs journaux par le général Buchanan. Elle indique clairement le rôle qui a été joué par l'assistant-commissaire du Bureau des affranchis, le major-général Hatch. D'après les termes de la dépêche donnant du quartier général à Washington, M. Hatch avait télégraphié qu'il était à craindre qu'une attaque n'eût lieu le soir contre la propagande radicale. C'est là une imputation odieuse et toute gratuite contre le parti conservateur de la Nouvelle-Orléans. M. Hatch l'a si bien senti qu'il a fait démentir le sens de cette dépêche dans le *Times*, mais sa défense est pitoyable, et il n'a pas été livrer cette dépêche à la publicité. Il n'a trouvé d'autre parti à prendre que de s'absenter jusqu'à ce que l'incident soit oublié.

La conduite du général Buchanan a été telle qu'on devait l'attendre d'un officier honorable et qui juge les choses sainement et sans esprit de parti. Il paraît que le gouverneur Warmoth, très peu rassuré comme tout homme dont la conscience est loin d'être sans reproche, a adressé dans l'après-midi du 12 une réquisition officielle au général Buchanan pour avoir des troupes à sa disposition.

Cette demande était un peu prématurée et nous sommes curieux de savoir sur quels faits elle était basée, car un gouverneur ne doit requérir l'assistance des troupes fédérales que si les autorités d'Etat sont impuissantes à réprimer une émeute déjà existante.

Cette nouvelle lettre de Warmoth pourrait faire la pendant de la lettre aux 150 mauriens.

Voici le texte de la correspondance télégraphique officielle mentionnée plus haut :

Washington, D. C., 12 septembre 1868.
(Reçue à 11 heures A. M. le 12 septembre 1868.)

Au général commandant le département de la Louisiane, Nlle-Orléans, Lne.

Le major-général par brevet Hatch, assistant commissaire du Bureau des affranchis, rapporte qu'il y a danger d'une attaque contre la procession avec torches à la Nouvelle-Orléans ce soir. Vous disposerez les troupes qui sont sous votre commandement de façon à prévenir une telle attaque et à préserver la paix. Veuillez accuser réception de cette dépêche.

Par ordre du général Grant,

J. C. KELTON,
A. A. général.

Quartier Général du Dép't de la Louisiane,
Nlle-Orléans, 12 septembre 1868.
(Envoyée à 12 30, 12 septembre 1868.)

Au brigadier-général par brevet J. C. Kelton, a. a. g., armée des E. U. à Washington, D. C.

Reçue votre dépêche.

Il n'y a pas, dans mon opinion, de danger d'attaque contre la procession de ce soir. Le danger est que les nègres commencent l'attaque, et que les propriétés publiques soient détruites.

J'ai pris des arrangements pour les protéger et j'emploierai toutes mes troupes disponibles dans ce but. Dois-je porter mon intervention au-delà? Le gouverneur n'a pas demandé d'assistance.

Sign. C. BUCHANAN,
Maj.-Gén. par brevet A. des E.-U. commandant.

(Une demande de troupes de la part du gouverneur a été reçue une heure après l'envoi de la dépêche ci-dessus.)

Washington, D. C. 12 sept. 1868.
(Reçue à la Nlle Orléans 12 sept. 1868.)

Au Major-Général C. C. Buchanan, commandant le Département de la Louisiane :

Votre dépêche de ce jour est reçue et approuvée.

J. C. KELTON, A. A. G.

Quartier-Général Département de la Lne.
Nlle-Orléans, Lne., 14 sept. 1868.

A l'Adjutant-Général de l'Armée des Etats-Unis à Washington, D. C. :

Comme je m'y attendais, tout s'est passé tranquillement dans la procession républicaine annoncé dernier.

Sign. C. BUCHANAN,
Maj.-Gen., A. des E.-U. commandant.

On remarque que dans sa première dépêche, l'adjudant Kelton, oubliant du fait que le régime civil est établi en Louisiane, donne l'ordre au général Buchanan d'intervenir directement, sans paraître se préoccuper des autorités civiles. Cet ordre était en violation directe de la Constitution des Etats-Unis et des instructions récentes du département de la guerre. Le général Buchanan répond froidement qu'il a pris ses mesures pour protéger les propriétés publiques fédérales, il ajoute : " Dois-je porter mon intervention au-delà ; le gouverneur n'a pas demandé d'assistance." L'adjudant Kelton, rappelé ainsi au respect de la légalité, se contente d'accuser réception de la dépêche en l'approuvant, mais, une heure après, M. Warmoth, averti probablement par un télégramme de Washington, adresse au commandant du département une demande de troupes.

Tel est l'historique de cet épisode. Il prouve que les mesures radicales ici avaient une pour cause de ce qui pouvait arriver, et qu'ils n'ont pas hésité à falsifier les faits pour obtenir la protection des baïonnettes fédérales.

LA DÉPÊCHE DU GÉNÉRAL HATCH. — Le *Republican* d'hier soir donne la dépêche qui aurait été envoyée par le chef du bureau des affranchis, le général Hatch, au Secrétaire de la guerre, à propos de la procession. En voici la traduction :

Bureau des Affranchis,
Nlle Orléans, Lne, 11 sept. 1868.

Il y aura, demain soir, une grande procession aux flambeaux, à laquelle participeront beaucoup d'hommes de couleur. Il y a au sujet de la démonstration proposée une agitation intense, qui me force de requérir que le général commandant reçoive l'ordre de disposer les troupes sous son commandement, de façon à empêcher une attaque, qui pourrait avoir pour résultat une destruction générale et étendue d'existences et de propriétés.

EDWARD HATCH, &c.

Nous avons donné plus haut la dépêche de l'aide-adjudant-général Kelton, et on a vu comment il avait interprété le télégramme du général Hatch. Franchement il n'y avait pas deux manières de l'interpréter. Il était clair que le général Hatch redoutait une attaque contre la procession, puisqu'il demandait des troupes pour l'empêcher.

GARDES HENDRICKS. — *Présentation d'une bannière.*—Ce beau club, composé entièrement de jeunes gens du Second District, portera ce soir un uniforme, et après avoir parcouru les rues Royale, Esplanade et Bourbon, il s'arrêtera à la résidence de M. J. P. Roux pour y recevoir une bannière qui lui est destinée. De là il retournera à son quartier général par les rues Hôpital, Remparts, Esplanade, Chartres, Camp, Julia, St. Charles et Canal. Nous remercions les *Hendricks Guards* de l'aimable invitation qu'ils nous ont adressée, et nous nous empresserons de prendre part à cette intéressante cérémonie.

THEATRE ST. CHARLES—Il paraît ce soir à ce théâtre un grand bénéfice pour les Clogistes, Stiles, Phelps et Armstrong, qui font les délices du public. Le fait est que ces acteurs se livrent à des exercices de pieds merveilleux. C'est à voir et à revoir; et nous en prévenons les amateurs de choses nouvelles.

NATURALISATION. — Tout étranger désormais désireux de se faire naturaliser n'aura aucune dépense à faire pour obtenir ses papiers en s'adressant au comité de paroisse rue du Canal No 205. Voir l'annonce du comité.

QUINCAILLERIE.—On trouve chez M. J. J. Bonnaffé, 47 rue Peters, entrefois Levée, entre Champs-Elysées et Marigny, d'excellente quincaillerie à bon marché. Voir l'annonce.

Nouvelles d'Europe.

Nous avons reçu hier des journaux d'Europe jusqu'au 1er septembre. Nous y puisons les nouvelles suivantes :

M. Dufaure accepte la candidature qui lui a été offerte par la Var. C'est à lui le tort qu'on lui attribue des hésitations dont il n'a eu que l'apparence.

Le tribunal de première instance de Nîmes a rendu samedi son jugement dans l'affaire de la réunion du 29 juillet. MM. Lacy-Guillon et David Ribot, reconnus coupables d'avoir organisé une réunion publique dans les cinq jours qui précédaient l'élection, et d'avoir ainsi contrevenu à l'article 8 de la loi du 6 juin 1868, ont été condamnés : le premier en 500 fr. et le second en 300 fr. d'amende. M. Bastoz, président du 2e arrondissement de Nîmes, a déclaré que le local dans lequel devait se tenir l'assemblée, a été renvoyé de la poursuite.

Les infants d'Espagne comte et comtesse de Girgenti, partis hier à six heures du matin de Munich, sont arrivés ce matin à Paris, à l'hôtel de l'ambassade d'Espagne, rue d'Orsay. M. Mon, ambassadeur d'Espagne, s'est rendu à la rencontre du couple princier jusqu'à Strasbourg. Les wagons de l'Empereur et quatre voitures de première classe pour les officiers de service de la suite, composaient le train spécial de Strasbourg à Paris. Il y a eu une halte d'une demi-heure à Nancy, pour dîner et visiter la chapelle qui renferme les tombeaux de la famille impériale d'Autriche. Le préfet, le maire et le général commandant la division, sont venus à la gare pour saluer les princes.

Un chambellan et un officier d'ordonnance de l'Empereur se sont rendus dans la journée avec deux voitures de la cour à l'hôtel de l'ambassade pour souhaiter sur l'infante la bienvenue au nom de l'Empereur et de l'Impératrice. Les voitures de la cour et le personnel de service sont laissés à leur disposition.

Un chambellan et un officier d'ordonnance de l'Empereur se sont rendus dans la journée avec deux voitures de la cour à l'hôtel de l'ambassade pour souhaiter sur l'infante la bienvenue au nom de l'Empereur et de l'Impératrice. Les voitures de la cour et le personnel de service sont laissés à leur disposition.

Au moment de mettre sous presse, dit le *Courrier des Gers*, nous apprenons que M. Granier de Cassagnac, député du Gers, et membre du conseil général du Gers, a déposé entre les mains de M. le procureur impérial d'Auch une plainte en diffamation et injures publiques contre M. Lissagaray, rédacteur en chef de l'*Avenir*, journal du Gers, et contre M. Barbé, gérant de la même feuille.

Une note adressée au *Monde* donne des détails sur l'accident qui a mis un danger les jours de M. de Montalembert et a blessé la vie au cocher de l'illustre orateur :

M. le comte de Montalembert était sorti, le 26 août, vers deux heures de l'après-midi, en voiture, accompagné de quelques personnes, et avait pris la direction de Charpennont. Arrivé là, chacun mit pied à terre, à part M. de Montalembert, qui, à cause de sa faiblesse et de sa goutte, était obligé de rester dans la voiture. Le cocher, après avoir enlevé la bride du cheval, se disposait à lui donner l'avoine, lorsque l'animal, dominé je ne sais par quel instinct, s'élança brusquement du conducteur, le renversa et, se cabrant, rapide comme l'éclair, renversa à sa suite la voiture et le comte.

Juges de la consternation de ces messieurs : un hennissement épouvanté frappe leur vue : d'une part, M. de Montalembert, jeté à terre par le choc du véhicule qui venait de heurter une voiture à bornes placée au bord du chemin, et d'autre part, le corps inanimé du malheureux cocher, qui, dans sa chute, avait été tué.

L'émotion d'une pareille catastrophe s'est traduite par un cri d'horreur. Mais, grâce à Dieu, l'état de M. de Montalembert n'était pas aussi grave qu'on le redoutait ; il en est quitte pour quelques contusions à la tête et à la main, et avec des soins comme ceux qui lui sont prodigués par son honorable famille, il n'y a pas à douter qu'il ne soit bientôt rétabli.

—Les jambes lui refusent le service, un médecin se laisse tomber sur la voiture jusque sur la face de la boutique d'un pâtissier, raconte l'*Estafette*.

—Monsieur Prominet ! monsieur Prominet ! se met à crier l'ivrogne, qui avait lu sur l'enseigne le nom du fabricant de friolets.

Le pâtissier sortit de sa boutique et accourut.

—Je demeure rue du Petit-Musc, No 7, dit l'ivrogne.

—Eh bien ! qu'est-ce que ça me fait !

—Veuillez me faire porter à mon domicile.

—Pour qui me prenez-vous ! Est pour me dire ça que vous me dérangez !

—Dame ! ... je vois écrit sur votre enseigne : *On porte en ville.*

CHRONIQUE LOCALE.

TEMPERATURE — 18 Septembre.
THERMOMETRE DE C. DURAMEL, OPTICIEN,
No 111, rue du Canal.

Ci-devant enseigneur Chartres et Bienville.

6 heures A. M.	70 degrés
Midi	76 "
3 heures P. M.	81 "
6 heures P. M.	80 "

BUREAU D'ENREGISTREMENT. — La protestation soumise de M. Geo. A. Fosdick, membre de ce bureau, a été adressée à M. W. Baker qui en est le président :

Nouvelle-Orléans, 18 septembre 1868.

Monsieur, — Hier, dans une réunion du bureau d'enregistrement, la question de la nomination des bureaux de *supervisors* étant en considération, j'ai assumé la position que, comme représentant du parti démocratie dans le bureau, j'avais droit à nommer dans chaque bureau de *supervisors* dans tout l'Etat, un démocrate qui représenât une grande majorité non-seulement de la population blanche, mais encore des propriétaires et des contribuables, de manière à veiller à ce qu'aucune injustice ne fût faite à cette portion de notre population et qu'un enregistrement équitable fut opéré comme cela est indiqué par la loi.

La majorité du bureau ayant décidé qu'en aucun cas il ne permettrait à un démocrate de prendre place dans aucun des bureaux de *supervisors*, j'ai protesté contre votre action et celle de M. Ferguson, comme injuste, antilibérale et contraire à tous les précédents dans la formation de ces bureaux, qui possédaient le droit de décider sur le plus grand privilége d'un citoyen américain, celui d'électeur, et j'ai refusé de participer au choix des noms qui composeront ces bureaux. Mon vote de cette décision ne sont reconsidérés, me retirant immédiatement du bureau avec la permission du président.

En acceptant la position que j'occupe, je comprenais que la même règle qui avait porté le gouverneur Warmoth à me nommer serait suivie de bonne foi dans la nomination des personnes devant composer le Bureau des *supervisors*, et je savais aussi que telles étaient les vues des hommes qui s'étaient rendus sur ce sujet.

Voilà la substance de ce qui a eu lieu hier, et je demande respectueusement que cette communication soit inscrite dans les minutes de ce bureau.

Respectueusement,
Signé : GEO. A. FOSDICK.

LE CLUB DE L'ECUMOIRE. — Dans notre compte-rendu de la présentation de bannière au Club d'Ecumoire, nous avons involontairement omis de dire qu'à côté de Frédéric Lanti, une des principales donatrices, revenait particulièrement l'honneur de l'exécution admirable de la bannière. Nous nous faisons un plaisir de parler de l'allocution du juge Vibaud, de l'ode, remarquablement récitée, par le jeune Auguste Brouin, âgé de neuf ans. C'est avec plaisir que nous faisons cette rectification.

PRÉSENTATION DE BANNIÈRES—Les Vedettes de Seymour ont fait de brillants préparatifs pour la réception d'une bannière qui leur sera offerte ce soir. Plusieurs clubs devant les accompagner en uniforme, la procession ne peut manquer d'être fort intéressante. Le club des Vedettes nous ayant adressé des invitations, nous les prions de vouloir bien recevoir nos remerciements. On trouvera dans nos annonces l'itinéraire de la procession.

PRÉSENTATION DE BANNIÈRES—Le Johnson Rangers qui ne le cédent à nul club de la ville pour leur patriotisme, ont reçu hier soir une bannière et une guirlande confectionnée par les dames du 3e ward. La présentation a été faite chez M. J. C. Miller, rue Johnson. Les Rangers étaient accompagnés par plusieurs autres clubs et la cérémonie a été magnifique. Ils se sont arrêtés devant notre bureau et nous ont donné une sérénade. Nous sommes sensibles à cette attention. Le Club des Johnson Rangers a pour président, M. R. B Harris ; pour vice-président, M. Heffron ; pour secrétaire, M. E. Reynolds, et pour trésorier, le grand-marshal A. J. G. Campbell a pour assistants MM. J. C. Miller et J. Koepfer.

RECTIFICATION DE NOM.—En donnant, dans notre numéro de 17, la liste des officiers des Gardes de Kosciusko de Milneburg, le nom du marechal de ce club a été mal écrit par nous sous empressons de rectifier l'erreur commise en substituant le nom d'Hippolyte Poesigh à celui d'Hippolyte Poets, qui figure sous la bannière.

NATURALISATION.—Les Cours sont toujours ouvertes en ce moment à délivrer des certificats de naturalisation. Les étrangers qui désirent aider la démocratie en se faisant recevoir citoyens, obtiendront de ce côté de nombreuses facilités en ordre qui les mettra à même de remplir cette formalité, sans frais pour eux.

LE BOUVEAU BUREAU DE POLICE.—Le gouverneur a nommé MM. Bell, S. E. Lapeyre, S. N. Barbank, Thos. Isabelle et William George, commissaires du bureau de police sous le nouveau bill métropolitain.

LE MEURTRE DE JEUDI SOIR — Cette affaire, on déplore la perte d'un nouveau-né, est jours enveloppée de mystère. On sait cependant qu'un seul coup de fusil a été tiré contre les trois hommes et que l'une était chargée de gros plomb. On sait encore que le coup fatal a été tiré de la grocerie de Gabriel qui se trouve ainsi complétement exonéré. L'impression est que ce meurtre est le fait de quelques nègres qui en voulaient aux trois jeunesgens, peut-être pour des raisons politiques, car ils étaient tous d'ardents démocrates. Il y a été dénoncé, d'autre part, qu'ils avaient bu dans plusieurs cafés, qu'ils étaient ivres et ragueurs. Ne lors, on peut faire toute espèce de conjectures. Quant à la police, qui ne se distingue guère depuis quelque temps, on nous assure qu'elle se livre à d'actives recherches et qu'elle a mis la main sur le collet de quelqu'un. Reste à savoir si ce sera le collet du coupable.

FEU—Hier à minuit, le feu s'est déclaré dans une bâtisse en bois, inoccupée, rue Palmyre, entre les rues Dorgenois et Broad. Cette bâtisse appartenait à Patrick Hanly et était assurée pour la somme de $6,000 à la compagnie Germania.

TENTATIVES DE VOL.— Vers 1 heure hier matin, des voleurs sont entrés chez le Dr Peters, rue du Canal No 355, d'où ils sont ressortis sans avoir pu atteindre leur but. Le Dr Peters, réveillé par le bruit, a tiré sur un nègre et sur plusieurs fois sans les atteindre ; mais les voleurs ont été forcés de déguerpir sans rien emporter.

D'autres tentatives de vol ont été faites par des nègres, dans divers endroits de la ville, mais comme elles n'ont pas réussi et que d'autres part, il n'y a pas eu d'arrestation, nous nous dispensons d'en rapporter les détails, qui n'auraient, du reste, rien d'intéressant.

A L'AMENDE. — Trois bouchers du marché Poydras ont été condamnés hier par le recorder Becker à une amende de $20 chacun, pour avoir essayé de faire tort aux affaires d'un rival. Ils ont en outre été requis de fournir caution pour bonne conduite.

UNE FUSÉE BIZARRE.—Un jeune homme nommé Lyons, membre du club des Cadets de Seymour, a été blessé par l'explosion d'une fusée pendant la parade de jeudi soir.

ASSAUT — L'école des rues Robertson et Bienville a été attaquée hier si sérieusement par une bande de jeunes garçons de couleur que le lieutenant Manning, de la police, étant informé de ce qui se passait, s'est vu obligé de placer un officier dans le voisinage de l'école pendant la jour. On a appris que les assaillants venaient de l'école de couleur située au coin des rues Douane et Robertson. Ils ont lancé des pierres contre les enfants blancs de l'école Bienville. La présence de l'officier a fait cesser le désordre.

Législature de la Louisiane.

SÉNAT.—M. Hickman présente une résolution pour déclarer vacant le siége de John Randall, dit par le 1ome district sénatorial pour remplir la vacance causée par l'élection du sénateur Harris au Sénat des Etats-Unis. Référé au comité judiciaire.

M. Hay donne avis qu'il présentera une résolution concernant certains devoirs du Secrétaire d'Etat.

Le bill du Sénat pour légaliser les mariages est lu deux fois et référé au comité judiciaire.

Le bill de la Chambre pour donner au gouverneur le pouvoir de nommer un constable et un député-constable par chaque paroisse, est envoyé à l'impression et mis à l'ordre du jour de mardi prochain.

L'acte fixant les salaires des commissaires du bureau de police est référé au comité de finance.

Le bill pour protéger toutes les personnes dans leurs droits civils et publics est discuté section par section.

La première est adoptée par 15 contre 7 ; la section 2 également. Aussi les sections 3 et 4 toujours par les mêmes votes.

M. Foute demande à enregistrer son vote qui est négatif. La section 5 est adoptée et sur la motion de M. Cambell le bill est adopté dans son ensemble, par 15 contre 7. Votes pour : MM. Campbell, Darrail, François, Kelso, Lewis, Lynch Monette, Packard, Pinchback, Pollard, Ray, Rendall, Whitney, Wilcox et Williams, 15.

Votes contre : MM. Bacon, Blackman, Brough, Day, Foute et Newell, 7.

Le bill pour incorporer l'association des prêts et nantissements est ajourné à lundi.

Par amendement, le bill pour transférer le siége de la Cour de la paroisse Carroll de Floyd à Elton porte que les citoyens de la paroisse seront consultés sur le changement. Il est adopté.

Le bill fournissant au cabinet et une bibliothèque à l'avocat-général est finalement adopté.

Le bill pour incorporer la Compagnie de Canal de la Nlle-Orléans et de l'Ile aux Vaisseaux est remis au printemps. Les sections qui en ont été lues sont adoptées. Le Sénate s'ajourne.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.—Présidence de M. Lowell. 56 membres présents.

La Chambre se constitue en comité général.

L'adoption du bill No 8 relatif aux notaires est recommandée après un examen, section par section. (Nous avons dit ce qu'était ce bill qui donne au gouverneur le droit de nommer tous les notaires de la paroisse d'Orléans, au nombre de 40 à 70.)

Le comité général renvoie de nouveau à la Chambre le bill No 21 pour l'ouverture du Bayou Plaquemines, avec recommandation de le référer au comité des améliorations, à cause d'une protestation du juri de la paroisse Iberville.

Le comité général recommande l'adoption d'un bill allouant $1,000 pour le dédommagement de la rivière Bogue-Falaya, paroisse St-Tammany.

Il renvoie à la Chambre le bill de secours pour Madison Wells avec recommandation de la référer au comité des relations fédérales : il est fait de même du bill No 136 pour les réclamations des soldats fédéraux de la Louisiane.

Il recommande le passage du bill 156 pour le paiement des intérêts dus sur les obligations d'Etat. Il recommande le renvoi au comité de finance de deux bills relatifs à cette institution.

Il recommande l'adoption du bill 203 allouant $3000 pour payer un jugement rendu contre l'Etat en faveur de Ch. E. Fortier et de Mme H. Fenelon.

Les bills de secours 205, 233 et 235 sont recommandés pour être adoptés, mais le comité repousse l'adoption du bill de Sénat No 38 allouant $21132 à J. Edmonston pour la prétendue organisation des milices sous Madison Wells.

Le bill du Sénat 113 qui autorise le bibliothécaire d'Etat à acheter nombre d'ouvrages dont l'Etat n'a que faire, devra être référé au comité de la bibliothèque d'Etat.

Le comité recommande l'adoption du bill pour payer des honoraires dus par l'Etat à l'honorable Pierre Soulé, mais avec un amendement réduisant la somme de $5,000 à $3,000.

Le comité recommande le rejet d'un bill allouant $25,000 pour débiayer le Bayou Tèche.

La Chambre reprend sa séance régulière et adopte les recommandations ci-dessus relatées, du comité général. Les bills dont l'adoption était proposée sont considérés comme proposés et adoptés.

Gray (rad) de St. Jacques, présente une résolution jointe ordonnant aux collecteurs de taxes d'Etat de recevoir les mandats des membres et employés de l'Assemblée-générale en payement des taxes, et au trésorier d'Etat de recevoir ces mandats des collecteurs. Lue une fois et mise au rôle.

La Chambre s'ajourne à aujourd'hui à midi.

PAR LE TELEGRAPHE.

DEPECHES TRAVERSIERES A L'*ABEILLE*

Affaires en Georgie.

Les nègres expulsés des Chambres se rendent à Washington.

Alex. H. Stephens est invité à faire une adresse.

John Quincy Adams, candidat démocrate.

Sa lettre d'acceptation.

Coup de massue contre les Républicains.

Nouvelles Européennes.

St-Petersbourg, 18—L'empereur va envoyer des renforts considérables aux troupes qui sont dans l'Asie centrale.

Londres, 18—Sir John Young, le gouverneur général de la Nouvelle Galle du Sud, est nommé gouverneur général du Canada.

Londres, 18—Un cardinal italien a été condamné à 5 ans de prison pour avoir écrit pour avoir pris possession de son siége sans la permission du roi d'Italie.

Une explosion a eu lieu à la fabrique de cartouches à Metz a tué 30 personnes et en a blessé 82.

Napoléon et sa famille ont visité la reine d'Espagne à St-Sébastien.

Nouvelles de Washington.

Washington, 18—Clarence Tendall, attaché pendant 15 ans au bureau du relevé des côtes, est mort.

L'avocat-général Evarts est revenu. Schenck cette après-midi ne donne pas d'un quorum pour lundi.

Tous les membres du cabinet étaient à la séance du conseil à la réception de Browning.

Les nominations suivantes ont été faites : Gardiens de magasins : Edward J. Morgan, 1er district de l'Alabama, et John H. Jessup, 3me district de la Floride. Inspecteurs : James Gibson, 2me district de l'Alabama ; et J. B. Grigsby, député collecteur à New York, ayant charge de la traversée des marchandises entre les Etats de l'Atlantique et du Pacifique.

Les "Tiers" mûres sont prêts. Les prix varient de $200 à $1050. Les distillateurs doivent payer les prorx or et en sus ; autrement les collecteurs saisiront les distilleries et mettront en vigueur les pénalités. Les distillateurs de pommes, pêches et raisins n'ont pas besoin de mûres.

Washington, 18.— Les membres républicains qui ont supputé l'affaire sont sûrs d'un quorum pour lundi.

Nouvelles diverses.

Montgomery, 18.—Le temps de Sénat a été perdu ce matin dans la discussion de savoir si le gouverneur Lewis pouvait siéger. Après une séance de quelques minutes et les républicains se sont réunis en caucus à huis clos.

Atlanta, 18.—La Chambre a passé le bill de secours de Sénat par 72 contre 61.

A été adoptée une résolution rappelant le premier acte de la Chambre reconnaissant la collection des dettes et déclarant que les collections pourront être faites quand le bill de secours aurait reçu la signature du gouverneur.

Le Sénat a passé un amendement au bill de taxation d'un pour cent les primes ou autres recettes des compagnies d'assurances étrangères. Les compagnies d'Etat sont taxées sur le capital social.

Il a fait circuler un document pour inviter l'Hon. Alex. H. Stephens à prononcer une adresse sur la situation actuelle. Il est signé par plusieurs membres des deux Chambres et l'on croit que le gouverneur Bullock y signera lui-même dans la croyance qu'il cela pourra faire beaucoup pour restaurer la paix dans le pays.

Un comité de nègres déclarés indigibles est parti pour Washington pour présenter leur affaire au Congrès.

Boston, 18—John Quincy Adams accepte la nomination démocratique pour la place de gouverneur. Sa lettre d'acceptation dit : " Je pense qu'il y a deux sujets d'intérêt national dans cette élection : l'un est important et l'autre vital. Le premier qui est pour moi la question de la reconstruction a été traité par la Convention de New York d'une manière qui satisfera mon jugement.

En poursuivant au paiement des bons connus sous le nom de 5-20 par la surplus de revenu seulement, n'ayant ainsi aucun égard pour ce qui ne paraît être une part importante de la dette, M. Pendleton, en vertu de l'émission des banques nationales, le tarif démocrate a pare se commettre lui même à une extension indéfinie de l'inconvénient intolérable d'une circulation irredimable. Cependant,

" Je suis trop démocrate pour supporter cette perspective avec patience. Je crois dans les progrès, et ce sujet n'a pas besoin comme un vérité démocrate Jacksonien."

Adams critique les mesures de reconstruction du Congrès comme la question vitale et dit :

Je ne trouverai pas l'inconstitutionnalité de la reconstruction. Le répugnance presque unanime des républicains à subir l'épreuve du scrutin de la Cour Suprême démontre. Il est par l'assertion du représentable Stevens qu'il n'y avait que deux fois deux de l'Assemblée qui croisent à la constitutionnalité des actes de reconstruction, et même s'ils étaient inconstitutionnels, je les regarderais comme impolitiques. L'union qu'ils imposent n'est pas plus à mes yeux la véritable union des mots et des cœurs qu'un corps galvanisé ne ressemble à un corps en bonne santé." La lettre conclut ainsi : " Je pense que si l'intérêt ni la décision de ce peuple ne peuvent empêcher la domination permanente de la race africaine dans aucun Etat, mais le parti Républicain est irrévocablement engagé à cette idée. Il a fondé son existence comme parti sur son triomphe.

" A cette idée les Républicains ont sacrifié leurs obligations constitutionnelles et si fondre qu'ils ne peuvent abandonner cette fatale erreur. Il faudra, pour maintenir les nègres dans leur position, leur donner des terres, des armes et une armée permanente. Ils demandent à grands cris tout cela maintenant, et les Etats Unis doivent le leur fournir. La voie dans laquelle le Congrès est entré ne permet pas de faire battre le repos sur la raie. Il nous faut ou faire rentrer les Etats dans l'Union ou prendre la Constitution pour guide et les lois naturelles pour notre limite."

Philadelphie, 18—Il y a eu une forte gelée dans toute la Nouvelle-Angleterre la nuit dernière.

Mexique—Un chargement à d'environ 1 350 boucauts de sucre de Cuba vendu à nos raffinerie à des conditions privées.

ARRIVAGES DE L'OUEST—Il ne nous est arrivé aucun boisseau de l'Ouest depuis notre dernier rapport.

FARINE—Le marché a été calme aujourd'hui, mais cependant qu'il ne soit opéré aucune changement dans les prix. L'approvisionnement de la ville est faible, mais les offres de l'intérieur sont rares, les grades moins élevés est faible. Les principales ventes d'aujourd'hui ont consisté en 500 barils dont 300 de superfine à des conditions privées ; 100 de fine à $6,50 ; 50 de triple extra à $6,25, 100 de fine à $6, 75 de superfine en deux lots à $7 25, 150 d'extra double extra à $8 par 196 livres, et 100 de triple extra à $11 65. Les ventes de la semaine ont été de 1,000 barils à $6 à $6 75 pour de fine à $7 à $7 25 pour superfine, $7 50 à $8 pour extra, $8 à $8 50 pour double extra et $11 à $11 65 pour triple extra. Les offres de la semaine ont été de 1,000 barils à $6 à $6 75 pour de fine, $7 à $7 25 pour superfine, $7 50 à $8 pour extra, $8 à $8 50 pour double extra et $11 à $11 65 pour triple extra.